

Inflation, chômage, récessions, faillites, gaspillages, semblent devenir le lot commun des économies capitalistes développées. S'agit-il là des simples turbulences véhiculées par le progrès technique ou d'un processus plus profond de rupture et de renouveau en outre de l'activité économique.

Le présent ouvrage réunit des contributions qui se situent dans cette dernière optique. Sans céder à l'optimisme de many des économistes officiels ou au contraire à l'idéologie de la "dernière crise", tous auteurs s'efforcent de faire apparaître les effets structurels de la crise, les modifications des données de l'économie mondiale, les nouveaux ressorts de la lutte des classes à l'échelle nationale ou internationale, les "sorties" de crise concevables et leur poids différentiel sur les catégories sociales, etc.

Les points de vue réunis dans cet ouvrage sont d'une grande diversité. Les économistes qui y prennent la parole ne forment pas une "coalition à la mode" comme voudraient bien le faire croire leurs adversaires. L'étonnant est plutôt que cette diversité ait conduit à des diagnostics comparables sans s'aligner pour autant derrière une recette miracle. Mais, si une conclusion leur est bien commune, c'est celle de décaler l'analyse économique de la crise, et de faire réapparaître les rapports entre les forces sociales derrière les récessions "mécaniques et naturelles".

# **l'occident en désarro**

## **ruptures d'un système économique**



**dossier**

M. AGLIETTA, S. AMIN, J. ATTALI, J.-M. CHEVALIER, J. DELORS,  
G. DESTANNE de BERNIS, P. DOCKES, J.-P. de GAUDEMAR,  
C. GOUX, A. GRANOU, X. GREFFE, J.-H. LORENZI, S. MARGLIN,  
J. MATOUK, C. PALLOIX, J.-L. REIFFERS, B. ROSIER

**dunod**

8.

## La crise du mode de production capitaliste: procès de production et division internationale du travail

*C. Palloix*

Peut-être pourrait-on convenir que « la crise » actuelle du capitalisme assume la convergence de « crises » situées à des plans tels que « crise politique », « crise sociale », « crise de régulation », « crise monétaire et financière », « crise de la production », « crise du procès de travail », « crise internationale », « crise de l'Etat », « crise de l'impérialisme », etc. Mais il serait peut-être plus difficile de se mettre d'accord sur le lieu où retentissent toutes les crises évoquées. D'ailleurs, une telle perspective n'implique-t-elle pas déjà une imbrication hiérarchique de divers niveaux, instances, ..., dans le fonctionnement ou la régulation du capitalisme ? Pour ma part, je ne crois pas à un ordre des crises au sein de la crise.

Par contre, en se référant à cette proposition marxiste centrale : « Dans l'unité du procès de circulation et du procès de production au sein du mode de production capitaliste, le procès de circulation en est le procès *dominant* et le procès de production en est le procès *déterminant* », les crises sont les *représentations* et *expressions* de la crise du mode de production capitaliste comme *crise de l'unité du procès de circulation et du procès de production*.

C'est en me situant dans ce qu'il est convenu d'appeler de manière vague le *champ international* que je voudrais rendre compte de la crise du mode de production capitaliste. Avant d'aborder l'analyse des crises dans le caractère déterminant du procès de production ou dans le caractère dominant du procès de circulation, il faut définir ce que l'on

entend par *champ international* ou *champ extérieur* dans les termes de l'économie politique.

### *La question du champ extérieur*

C'est sur cette question du champ extérieur que se démarquent peut-être le plus nettement les positions de l'économie politique et de la critique (marxiste) de l'économie politique.

L'économie politique a toujours eu besoin de faire appel à un champ extérieur qui avait vocation à impulser l'accumulation du capital et à lui adapter le système de répartition du produit social.

J. Robinson et J. Eatwell ont raison de rappeler que « les problèmes posés par le commerce international ont été le point de départ de l'économie politique »<sup>1</sup>, avec les mercantilistes. Ces derniers vont placer les *deus ex machina* en ce qui concerne la mobilisation et l'expansion des capacités marchandes d'une économie nationale dans le champ extérieur, dans une demande extérieure.

Les classiques, notamment Ricardo, vont se donner une représentation du fonctionnement du capitalisme sur la base d'une théorie des prix et de la répartition. Dans ce cadre, il revient au champ extérieur d'assurer la régulation adéquate du capitalisme, régulation impossible dans le seul espace interne, en affectant le taux de profit, variable de répartition qui détermine en même temps le système des prix. Si on prend la formule marxiste du taux de profit, avec  $p' = pl/C + V^2$ , le champ extérieur a pour fonction d'augmenter la valeur du numérateur par les exportations (accroissement de la masse des profits) et de faire baisser celle du dénominateur par les importations (matières premières, biens intermédiaires en ce qui concerne la valeur d'échange du capital constant et biens de subsistance en ce qui concerne la valeur d'échange du capital variable).

Avec les keynésiens, c'est toujours le même problème, mais inversé dans l'apparence des choses. Le champ extérieur, de régulateur, est devenu perturbateur (référence à la crise dite internationale de 1929-1930), et les conditions de la régulation sont recherchées au plan inter-

1. J. Robinson et J. Eatwell. *L'économie moderne*, Paris, Ediscience, Mc Graw Hill, 1976, p. 9.

2. On pose  $p'$  : taux de profit ;  $pl$  : plus-value ;  $C$  : capital constant ;  $V$  : capital variable.

ne. Pourtant, la mise en place d'une régulation interne (rôle de l'Etat) ne se justifie que par rapport à l'anarchie, au désordre du champ extérieur<sup>3</sup> dont il convient de restaurer la fonction dynamique et régulatrice.

Les néo-ricardiens (J.-S. Metcalfe, I. Steedman, ...) reprennent la position ricardienne du champ extérieur, pour fournir la bonne solution au problème de la détermination du taux de profit et du taux de salaire réel<sup>4</sup>.

Seuls les néo-classiques n'ont besoin du champ extérieur que de manière accessoire et secondaire. L'équilibre économique général dans le champ international (théorème Heckscher, Ohlin, Samuelson) n'a pour fonction que de corriger le système d'allocation des facteurs de production et le système des prix relatifs d'une nation par rapport à une autre, de façon à assurer partout, dans chaque nation, les mêmes conditions et les mêmes modalités de l'E.E.G. : pas d'inégalités possibles des nations<sup>5</sup>.

Pour conclure ce point, on constate que l'économie politique a constamment fait appel à un champ extérieur, appelé champ international ou économie internationale ou relations économiques internationales, pour assurer la régulation adéquate du capitalisme, celle-ci ne se définissant que par rapport à un système de prix et de répartition.

Quel est le statut de ce champ extérieur ? Le champ extérieur est *donné*, indépendamment du champ interne d'une quelconque formation sociale. Le champ extérieur est totalement *externé*, dans la mesure où il a une existence autonome, indépendante, et même préalable à la dynamique du capitalisme. Pour ainsi dire, il tombe du ciel. Cette place du champ extérieur, cadeau empoisonné de l'économie politique bourgeoise, va marquer nombre de constructions dites marxistes.

---

3. J. A. Hobson annonce le keynésianisme lorsqu'il dénonce le désordre engendré par l'accumulation à l'extérieur au détriment d'une accumulation interne régulée.

4. Cf. J.-S. Metcalfe, I. Steedman, *International trade, investment and full employment growth*, article présenté à la conférence « New approaches to trade and development », university of Sussex, 8-12 sept. 1975.

5. Cf. la présentation critique par H. Byé et G. Destanne de Bernis, *Relations économiques internationales*, Paris, Dalloz, 4<sup>e</sup> ed., 1977, p. 129 et ss. C'est ainsi que G. de Bernis peut résumer comme suit la formulation néo classique : « L'équilibre international procure à chacun des deux pays un bien-être supérieur à celui que procure l'équilibre en isolement et cet équilibre international correspond à la situation d'équilibre qui se serait spontanément réalisée si les deux espaces nationaux jusqu'ici distingués ne formaient qu'une seule nation » (p. 170).

Quelle est la fonction idéologique de cette place du champ extérieur dans l'économie politique ? Quand on nous parle aujourd'hui de « crise internationale du capitalisme », on a très vite compris les significations d'une telle position. Premièrement, l'origine de la crise est « ailleurs ». Ensuite, la thèse de la crise internationale aurait le grand avantage de ne laisser comme alternative critique que celle de « crise nationale ». N'est-ce pas d'ailleurs le clivage que voudrait imposer l'idéologie dominante entre les tenants du capitalisme (crise internationale, appelée dans sa version la plus droitière par la crise de l'énergie) et les opposants (crise nationale), et il paraît curieux que certaines approches de « gauche » se rattachent au courant « crise internationale » pour dénoncer une soi-disante approche « crise nationale », entérinant ainsi les clivages introduits et voulus par l'idéologie dominante. Ce clivage n'a de sens qu'en opposant un « extérieur externé » à un « intérieur », alors qu'une telle distinction n'a pas de fondements, ni théorique ni empirique.

La réaction critique marxiste à la position du champ extérieur dans l'économie politique a été particulièrement exemplaire et vigoureuse. Elle a été conduite notamment par Lénine, tant dans sa controverse avec les populistes et les marxistes légaux que dans « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ». La place du champ international tout comme son contenu vont être totalement reconstruits par Lénine.

● Premièrement, l'extérieur en soi, cela n'a aucun sens. Il n'y a pas un extérieur qui existerait indépendamment d'un référent : le jardin est un extérieur par rapport à la maison, et inversement ; vous m'excuserez de rappeler des choses aussi simples, mais qu'oublient de savants raisonnements. Pour en revenir à notre sujet, c'est le mode de production capitaliste qui *définit, détermine son extérieur*, que celui-ci d'ailleurs soit à l'intérieur de l'espace de la formation sociale hégémonique (formes marchandes de l'agriculture, de l'artisanat, dérivées du mode de production antérieur), ou à l'extérieur de la formation sociale. Nous avons là une position radicalement différente de celle de l'économie politique.

● Deuxièmement, ce champ international, s'il est déterminé par les formations sociales hégémoniques, n'est pas extérieur du mode de production capitaliste, mais *inclus, inséré* dans celui-ci. Le Tiers Monde constitue un extérieur pour les formations sociales hégémoniques, mais

ce Tiers Monde n'en est pas moins partie prenante du mode de production capitaliste, car *réglé* par les rapports de production capitalistes.

- Troisièmement, ce qui caractérise le développement actuel du capitalisme, c'est que des éléments dits extérieurs au mode de production capitaliste ne sont plus posés à l'extérieur. L'extérieur est devenu *une donnée interne* du capitalisme, une extériorité internée, qui subsiste et se reproduit en autant d'*alvéoles nécessaires* pour le développement adéquat du capitalisme.

- Quatrièmement, le champ international ne peut plus être pensé en terme d'extérieur, mais d'*internationalisation*. De ce fait, ce champ international ne se présente nullement sous l'aspect d'une structure relativement homogène, relativement indifférenciée où ne jouerait comme élément structurant que la loi des coûts comparatifs. Bien au contraire, pour Lénine, ce champ international est marqué, structuré par *la loi du développement inégal...* des systèmes productifs faudrait-il ajouter. Le problème n'est pas « l'échange inégal », comme le soutiendront les néo-ricardiens dans la tradition de la répartition et de l'économie politique bourgeoise, mais « le développement inégal ».

- Enfin, Lénine nous a légué, comme synthèse des points précédemment évoqués, une *théorie de l'impérialisme* qui est au carrefour d'une critique de l'économie politique quant à la place et l'analyse du champ international, et d'une critique de l'économie politique quant à l'analyse de la régulation du capitalisme. Pourtant, c'est sur ce dernier point (la régulation du capitalisme) que l'analyse léniniste est certainement la moins solide dans la mesure où Lénine ne réussit pas à ce niveau à se démarquer vraiment de l'économie politique bourgeoise, à partir d'un système de répartition et d'un système de prix que viennent perturber l'irruption du capital financier, les monopoles, d'où une régulation obtenue par l'exportation de capital. Nous aurons l'occasion de revenir brièvement sur ce point ultérieurement.

Quoi qu'il en soit, le clivage « crise internationale » - « crise nationale » n'a pas de sens au vu de la critique léniniste de la place du champ extérieur. La crise du capitalisme, dès lors qu'elle est crise de l'unité du mode de production capitaliste (procès de production et procès de circulation), *s'établit* tant au plan de l'économie mondiale capitaliste qu'au plan de l'économie nationale, puisque *le* mode de production capitaliste constitue l'invariant de l'un et de l'autre, et il s'agit bien du *même* mode de production capitaliste. Ce qui diffère dans les aspects

de la crise, c'est que les formations sociales hégémoniques, comme les Etats-Unis, la République fédérale allemande, le Japon, ont la possibilité de *régler* en partie leur crise, comme crise du mode de production capitaliste qui traverse toutes les formations sociales, sur le champ international, de la *reporter* partiellement dans le champ de l'économie internationale.

### *Crise et procès de production*

Longtemps, l'analyse de la production n'a été qu'un miroir, un reflet du mouvement du capital. L'économie politique se donnait bien évidemment le mouvement du capital comme dynamique essentielle du capitalisme, dont il convenait d'exprimer la régulation (taux de profit maximum, uniformité du taux de profit... dans toutes les branches productives), ce qui nécessitait de faire appel à un cadre de cette régulation, une structure de la production en branches. Cette dynamique du mouvement du capital, conduite par les seules classes dominantes (justification idéologique de leur domination de classes), et où n'apparaît jamais le prolétariat, n'est que « monologue du capital ». Il faut regretter que ce monologue du capital ait pénétré insidieusement le marxisme quand celui-ci tente de donner une représentation du fonctionnement du capitalisme avec une régulation, certes en termes de processus cette fois (maximisation du taux de profit, tendance à l'égalisation des taux de profit, tendance à la baisse du taux de profit), mais conduite encore une fois par les seules classes dominantes. Surtout, la régulation du mouvement du capital en appelle à une certaine structure du procès de production (découpage en branches, sections) qui n'est que le reflet, le miroir, du capital. Il n'est pas étonnant alors qu'il soit difficile de faire surgir le rôle de la classe ouvrière, ne serait-ce qu'à ce niveau du procès de production.

Aussi, avant d'en arriver à l'analyse de la crise au sein du procès de production (comme éléments de rupture de ce dernier avec le procès de circulation) et d'en examiner les conséquences sur la division internationale du travail, il faut brièvement présenter une analyse du procès de production qui ne soit pas la reproduction de l'image qu'en fournit l'économie politique.



► *Le procès de production et les procès de travail du capital*<sup>6</sup>. Echapper en ce domaine à l'économie politique bourgeoise, c'est se donner les éléments d'analyse du procès de production qui ne renvoient pas immédiatement au mouvement du capital, de façon précisément à inverser les termes : *le procès de production détermine et définit le mouvement du capital*, et non le contraire.

Rappelons, avec Marx, que le procès de production immédiat est l'union d'un procès (de production) de la valorisation et d'un procès de travail. La recherche d'un critère propre au procès de production, indépendant du mouvement du capital, écarte évidemment, pour l'instant du moins, de partir du procès de valorisation. Le(s) critère(s) d'analyse du procès de production ne peut (peuvent) se situer que du côté du (des) procès de travail. Ceci nous engage alors sur les voies d'une analyse sectionnelle du procès de production (section des moyens de production, section des moyens intermédiaires, section des moyens de consommation). Partons tout d'abord de la section des moyens de production, avant de passer à la section des moyens de consommation.

● La section des moyens de production couvre la reproduction du procès de travail industriel, que se soumet le procès de valorisation du capital. Ce procès de travail du capital, dès lors qu'il est passé d'une soumission formelle à une authentique soumission réelle avec le taylorisme et le fordisme, se décompose en un procès de transformation de la matière (qu'il soit mécanique avec la machine-outil, par exemple, ou physico-chimique avec le four d'une cimenterie), et un procès d'organisation du travail (taylorisme, fordisme, néo-fordisme, ...) quant à ce procès de transformation de la matière<sup>7</sup>, l'un et l'autre étant indissolublement liés.

Il est possible de décomposer, sectionnaliser la section des moyens de production par rapport à la reproduction des divers éléments du procès de travail industriel, selon le schéma 1 en indiquant les divers principes qui sont en œuvre à chaque étape<sup>8</sup>.

Le taylorisme et le fordisme, avec ses adaptations récentes dans ce que j'ai appelé le néo-fordisme (enrichissement des tâches, ...), ne se résument pas dans le travail à la chaîne des industries de l'automobile,

---

6. Cf. Christian Palloix, *Procès de production et crise du capitalisme*, P.U.G.-Maspéro, 1977, 2<sup>e</sup> partie, en ce qui concerne les premiers résultats obtenus dans cette voie.

7. Indiquons que de nombreux auteurs assimilent procès de travail et organisation du travail.

8. Sur ces principes, cf. C. Palloix, *op. cit.*

**I. SECTION DES MOYENS DE PRODUCTION EN PROCÈS DE TRAVAIL**

Découpage de la section des moyens de production	Parties du procès de travail liées à la transformation de la matière		Parties du procès de travail liées à l'organisation de la production		Regroupement sectoriel de branches productives concernant la production de biens d'équipement
	Transformation mécanique	Transformation physico-chimique	Production de masse	Production en général	
Section I.1	Principe d'opération — Principe d'information — Principe de régulation — Principe d'impulsion et translation	Principe de conduction — Principe de régulation — Principe d'information			Machines-outils Système électronique Automatismes Moteurs  Equipement lourd mécanique et électrique (turbines, chaudières, fours) — Informatique automatisée — Système électronique — Machines spécialisées — Matériel de manutention et levage
Section I.2					
Section I.3			Principe d'organisation de la production de masse (avec soumission des principes d'opération et de conduction)		
Section I.4				Principe d'organisation général de travail	Equipements généraux mécaniques

des composants, ..., mais pénètrent toutes les branches industrielles. D'une manière ou d'une autre, tous les procès de travail sont affectés, pénétrés, par le taylorisme et le fordisme.

Le *regroupement sectionnel des branches* dans la dernière colonne ne doit pas nous faire confondre un tel regroupement, qui n'est qu'une première étape dans l'étude concrète, avec une vraie *recomposition sectionnelle*. Les machines-outils ne servent pas seulement à produire des machines-outils, mais aussi à produire des automobiles (machines-transferts), etc., si bien que l'activité machine-outil est aussi bien dans la sous-section 1.1 qu'en sous-section 1.2, sous-section 1.3 et sous-section 1.4. Le passage d'un regroupement sectionnel de branches à une recomposition sectionnelle peut s'opérer à l'aide d'une matrice de biens de capital.

Une vue regroupement sectionnel privilégie la sous-section 1.1 au détriment de l'ensemble des autres sous-sections. Par contre, dès lors que l'on passe à une vue *recomposition sectionnelle*, rien n'autorise à soutenir théoriquement le rôle prépondérant d'une quelconque sous-section par rapport aux autres. La sous-section 1.3 est tout aussi importante que la sous-section 1.1. La linéarité d'un ordre sous-sectionnel à l'intérieur de la section des moyens de production n'est plus fondée à partir d'une analyse très fine du procès de travail industriel et de la reproduction de ce procès.

● *La section des moyens de consommation couvre la reproduction d'un autre procès de travail, constamment oublié comme le premier d'ailleurs, mais plus encore dans l'économie politique, le procès de travail domestique.*

Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment en Europe, la reproduction de la force de travail s'effectue au sein du mode de production précapitaliste (l'agriculture) pour l'essentiel, quelle que soit la manière dont ce mode de production extérieur est relativement et progressivement « interné » dans le mode de production capitaliste. La section des moyens de consommation n'a pas alors pour fonction principale d'assurer la reproduction de la force de travail, mais permet la réalisation de la valeur, tant par l'exportation des marchandises (textile en Grande-Bretagne) que par l'échange contre du revenu (consommation des classes bourgeoises et petites bourgeoises).

Le développement en grand de la production de plus-value relative exige la mise en correspondance de deux phénomènes, la mise en place

d'une section de moyens de consommation qui ait pour objet principal de couvrir la reproduction de la force de travail, et la mise en place d'un procès de travail industriel qui autorise l'expansion de la productivité du travail, ne serait-ce que dans cette section des moyens de consommation. La correspondance de ces deux phénomènes sera obtenue aux Etats-Unis, dans la charnière du XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècle, sur la base d'une *conjoncture historique*, l'arrivée de migrants en provenance d'Europe de l'Est qui n'emportent pas dans leur bagage leur mode de production pour se reproduire et qui rentrent dans un procès de travail industriel en pleine évolution. Il va revenir au mode de production capitaliste de couvrir, pour la première fois de son histoire, par la production de marchandises issues du mode de production capitaliste lui-même, la reproduction de la force de travail. Or, on sait que celle-ci ne se reproduit qu'au sein d'un procès de travail domestique. Ceci signifie que le mode de production capitaliste doit couvrir la reproduction du *procès de travail domestique*, *procès interné* dans le mode de production capitaliste à travers un processus d'*urbanisation*.

Le développement en grand de la production de plus-value relative exige la mise en correspondance de deux phénomènes, la mise en place d'une section de moyens de consommation qui ait pour objet principal de couvrir la reproduction de la force de travail, et la mise en place d'un procès de travail industriel qui autorise l'expansion de la productivité du travail, ne serait-ce que dans cette section des moyens de consommation. La correspondance de ces deux phénomènes sera obtenue aux Etats-Unis, dans la charnière du XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècle, sur la base d'une *conjoncture historique*, l'arrivée de migrants en provenance d'Europe de l'Est qui n'emportent pas dans leur bagage leur mode de production pour se reproduire et qui rentrent dans un procès de travail industriel en pleine évolution. Il va revenir au mode de production capitaliste de couvrir, pour la première fois de son histoire, par la production de marchandises issues du mode de production capitaliste lui-même, la reproduction de la force de travail. Or, on sait que celle-ci ne se reproduit qu'au sein d'un procès de travail domestique. Ceci signifie que le mode de production capitaliste doit couvrir la reproduction du *procès de travail domestique*, *procès interné* dans le mode de production capitaliste à travers un processus d'*urbanisation*.

Par rapport à l'analyse du procès de travail domestique, la section des moyens de consommation se décompose comme décrit dans le schéma 2.

primat de la section des moyens de production. La section des moyens de consommation est tout aussi nécessaire à la dynamique du capitalisme, dans sa capacité à couvrir la reproduction du procès de travail domestique.

Pour la bonne marche du capitalisme aujourd'hui, le procès de travail domestique doit être *rivé* au procès de travail industriel, de façon à assurer sans problème l'entrée de la force de travail dans l'industrie. Le travailleur, homme, femme, ne fait jamais que passer d'un procès à l'autre. Le lien ombilical qui lie les deux grands procès de travail est vital dans la phase actuelle de développement du capitalisme.

► *Le procès de production et le procès (de production) de la valorisation.* Comme le procès de production immédiat est l'union d'un procès de travail et d'un procès (de production) de la valorisation, il reste à examiner comment s'effectue la *soumission* du procès de travail au procès de valorisation. Cette soumission a besoin de se donner un cadre de la production qui ne soit plus celui de la production de valeurs d'usage issues du procès de travail industriel, mais qui soit celui de la production de marchandises, de valeurs d'échange. Pour cela, le procès de travail doit disparaître comme tel. Les produits ne doivent apparaître que comme le fruit d'une division sociale du travail, avec séparation des procès de production les uns des autres. Les produits naissent de procès de production séparés, disjoints, et non plus du procès de travail. Ces procès de production, qui se séparent les uns des autres sous le jeu de la division *sociale* du travail, *fixent* les diverses *branches* du système productif qui ne se dévoile plus sous un aspect sectionnel. Le système productif apparaît de ce point de vue comme un ensemble de *branches*, et non comme un ensemble de sections et sous-sections.

Ces procès de production ainsi séparés et éclatés pour la soumission du procès de travail au procès de valorisation *fixent* le mouvement du capital (et non l'inverse comme dans l'économie politique), se *donnent* le mouvement propre à obtenir précisément la soumission adéquate pour le développement du capitalisme. Le paradoxe est que, pour obtenir la soumission du procès de travail au procès de valorisation, le procès de travail doit disparaître. Le procès (de production) de valorisation auquel se résume alors le procès de production immédiat est procès de production de marchandises *pour* le capital, et pour cela

il doit être production de marchandises *par* le capital dans l'apparence des choses.

L'histoire du système productif dans le capitalisme est l'histoire de ses procès de travail, et leur soumission dans *des* procès de production séparés (les branches) pour la production de plus-value. Le capital s'est bien donné un système productif, non comme le reflet de son mouvement, mais comme *origine, creuset* de son mouvement et de son expansion. Une telle lecture du système productif amène bien sûr à jeter un tout autre regard sur les fameuses « lois » qui gouvernent le mouvement du capital (maximation du taux de profit, T.E.T.P., B.T.T.P.) puisqu'il ne s'agit plus de les lire *isolées* dans le procès de circulation des marchandises, mais à partir de l'évolution du procès de production, de sa régulation. La régulation n'est plus régulation du mouvement du capital, mais régulation du procès de production, avec ce que cela implique sur le mouvement du capital lui-même<sup>9</sup>.

► *Crise et procès de production.* Le mode de production capitaliste est *unité* du procès de production et du procès de circulation. Les crises qui affectent aujourd'hui le développement et la régulation du capitalisme sont les *représentations* de la crise du mode de production capitaliste comme *rupture de l'unité* de ses deux procès, procès de production et procès de circulation. Les éléments de rupture de cette unité sont tout autant du côté du procès de production que du côté du procès de circulation.

Quand on examine le procès de production dans ses rapports avec le procès de travail, de nombreux éléments de rupture, qui mettent en question l'unité du mode de production capitaliste, apparaissent.

● Premièrement, nous avons vu que le procès de travail domestique doit être rivé au procès de travail industriel, doit correspondre à la nécessaire structuration à l'entrée du travailleur collectif dans le procès de travail industriel<sup>10</sup>. Ceci n'a été obtenu que temporairement aux U.S.A. et en Europe, dans la première phase de fixation urbaine de la reproduction de la force de travail, au moment où le procès de travail industriel marqué par la déqualification globale du travailleur collectif correspondait à l'insertion et la fixation dans l'urbain d'une force de travail migrante et non qualifiée. Or, procès de travail industriel et

9. Cf. les développements consacrés à la régulation par G. Destanne de Bernis, Séminaire de doctorat de l'U.N.A.A., Mexico, août 1977, documents non publiés.

10. Cf. le mémoire de D.E.A. d'A. Dona Gimenez, *La crise du procès de travail*, Grenoble, 1976.

procès de travail domestique ont eu des évolutions contradictoires, en rapport avec le développement des luttes. Le capitalisme appelle et ne peut appeler qu'un procès de travail industriel marqué par la déqualification constante du travailleur collectif, quels que soient les temps de pause dans cette évolution (enrichissement des tâches, groupes semi-autonomes, ...). L'acte de travail est de plus en plus parcellisé, éclaté, simplifié, appauvri face à une machine apparemment de plus en plus « savante » et où s'objective la domination du capital. Le procès de travail domestique, qui couvre la production de la force de travail et du travailleur collectif, et qui devrait donc produire le type adéquat de travailleur collectif, bien « adapté » à la machine, n'est pas resté en dehors des luttes. Bien au contraire, c'est là que s'est affirmée, tout autant que dans le procès de travail industriel, l'*autonomie de la classe ouvrière*, d'autant plus que la domination du capital ne pouvait que transiter par le monde des marchandises. L'effet des luttes de classes, tant dans le procès de travail industriel que dans le procès de travail domestique, fut de rompre leur mutuelle relation. Cette rupture est aujourd'hui particulièrement visible aux Etats-Unis, dans des villes comme New York, Détroit, Chicago, où le capital en est réduit, sous l'effet de la tension d'une telle rupture, à la marginalisation la plus barbare de larges couches sociales (noirs, porto-ricains, ...). Le capitalisme tente de renouer de nos jours l'adaptation du procès de travail domestique au procès de travail industriel au plan international, dans ce qui est appelé le « redéploiement », car il y retrouve en partie la correspondance (amples migrations de la campagne vers la ville dans les formations sociales sous-développées, implantation du procès de travail industriel fondé sur la chaîne et les processus continus) qui avait lancé le développement de la plus-value relative aux Etats-Unis et en Europe.

• Le deuxième élément de rupture réside dans les rapports sectionnels qui s'établissent entre la section des moyens de production et la section des moyens de consommation, tout comme au sein de ces sections elles-mêmes (laissons de côté, pour ne pas alourdir l'exposé, la section des moyens intermédiaires). Tout d'abord, au sein de la section des moyens de production, le problème essentiel est de résoudre l'organisation du travail. Le développement des forces productives (informatique, par exemple) est davantage orienté pour approfondir l'organisation capitaliste du travail que pour améliorer les procès existants de transformation de la matière, ceci afin de renforcer la

domination du capital, assujettir plus étroitement le travailleur collectif. Cette rupture au sein de la section des moyens de production contribue à affaiblir la capacité de la section des moyens de production, à impulser durablement les accroissements de productivité de la section des moyens de consommation, pour que celle-ci puisse couvrir la reproduction du procès de travail domestique, d'où une seconde rupture. Enfin, au sein même de la section des moyens de consommation, on assiste à un redéploiement vers la sous-section 3.2 (orientation vers les exportations, échange contre le revenu des classes bourgeoises et petites-bourgeoises), au détriment de 3.1 (reproduction du procès de travail domestique) qui se contracte, afin d'améliorer, dans la sphère de la circulation, la répartition dans un sens plus favorable au capital (partage salaires/profits).

Ces grandes ruptures du procès de production amènent et sont le produit de la rupture de l'unité du mode de production capitaliste, de l'unité du procès de production et du procès de circulation, dans le sens que ce procès de production, vu pour le moins les troubles qui y apparaissent, ne correspond plus, au procès de circulation, à la domination du capital qui ne peut s'exercer qu'à partir de la sphère de circulation. Le mouvement du capital devient fou et anarchique (crise monétaire et financière, par exemple) par rapport au procès de production, avec crise de sa régulation, mais celle-ci n'est que l'expression de la crise du procès de production.

L'examen des grandes ruptures qui affectent le procès de production du point de vue de l'analyse des procès de travail ne doit pas masquer d'autres ruptures quand on examine ce procès de production sous son deuxième aspect, comme procès (de production) de la valorisation où surgissent des procès de production distincts, séparés sous le jeu de la division sociale du travail (division en branches). C'est la rupture de la division sociale du travail comme tissant l'unité de ces procès de production qu'il faudrait discuter et analyser longuement, ce qui dépasse notre propos.

La crise qui affecte le procès de production dans sa relation avec le procès de circulation pour établir l'unité du mode de production capitaliste va requérir une tentative de solution au niveau international pour réadapter le procès de production du procès de circulation et inversement. Cette tentative de solution est recherchée dans l'approfondissement de la division internationale du travail.



## *Crise et division internationale du travail*

La division internationale du travail (D.I.T.) ne prend son sens le plus complet qu'en rapport avec une analyse du procès de production du point de vue des procès de travail et non du procès (de production) de la valorisation. Il est bien évident que la reproduction par la section des moyens de production, la section des moyens intermédiaires et la section des moyens de consommation des deux grands procès de travail, procès de travail industriel et procès de travail domestique, est impossible dans le cadre d'une seule formation sociale, même si celle-ci est hégémonique, et c'est encore plus évident pour les formations sociales moins développées et sous-développées. De même, les procès de travail d'une formation sociale ne peuvent reproduire à eux seuls le stock de moyens de production, moyens intermédiaires, moyens de consommation.

On peut définir la division internationale du travail, en écartant toute référence pour l'instant à la division sociale internationale en « branches », ce qui est un autre problème, comme la forme internationale que prend à un moment donné l'éclatement du procès de reproduction du capital quant à la production-reproduction des procès de travail du capital (procès de travail industriel, procès de travail domestique) et comme l'éclatement international des procès de travail industriel et procès de travail domestique quant à la reproduction du stock de moyens de production, moyens intermédiaires, moyens de consommation, et quant à la reproduction de la force de travail.

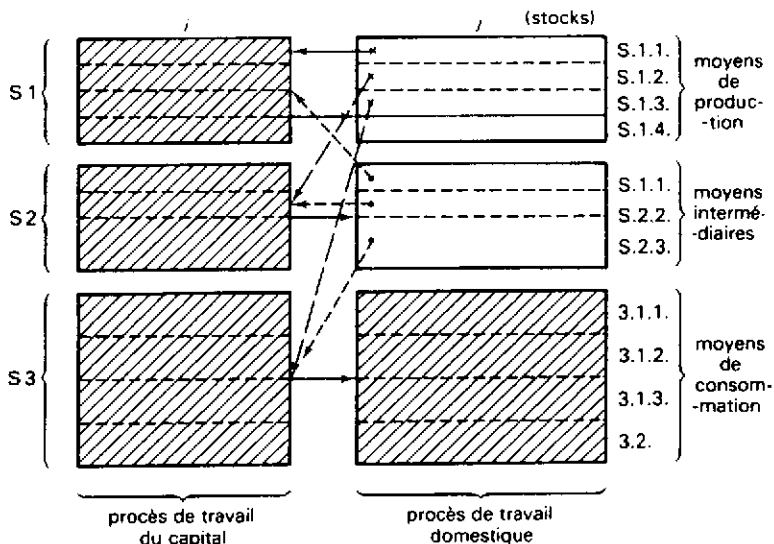
La division sociale internationale du travail en branches ne permet nullement de rendre compte de l'évolution de la division internationale du travail puisqu'on assiste à une segmentation des diverses branches à l'échelle mondiale, encore que toutes les branches ne s'étalent pas internationalement. Qu'il y ait coordination de divers ateliers de production concédés ici et là au sein de la branche internationale et concourant à la production de la « marchandise » sur le marché mondial, avec division du travail entre les ateliers, d'où les termes de « filiales-ateliers » élaborés par C.-A. Michalet, c'est vrai, mais ceci ne caractérise pas de manière principale la division internationale du travail.

Au sein de la division internationale du travail, telle que nous la définissons, chaque système productif s'intègre plus ou moins dans ce

**La crise. Ruptures d'un système économique**

procès de reproduction des procès de travail du capital et la reproduction du stock de moyens de production, moyens intermédiaires, moyens de consommation. La modalité de cette insertion mondiale définit *une cohérence*, et incohérence aussi, *relative du système productif* tout comme une certaine *hiérarchisation* des systèmes productifs dans le cadre de la division internationale du travail.

En se référant à la schématisation ci-après du système productif mondial du point de vue de l'analyse sectionnelle, et en distinguant par exemple trois formations sociales (A, B et C) qui se partageraient la reproduction de ce système productif pour l'essentiel dans l'optique reproduction des procès de travail du capital, il est possible de « visualiser » très grossièrement la division internationale du travail, avec les cohérences qui prévalent dans chaque formation sociale et le relatif niveau de hiérarchisation.



Bien entendu, ce n'est pas aussi simple, d'autant plus qu'il faut introduire la division internationale du travail concernant la reproduction du processus de travail domestique, sans oublier la position très particulière occupée par les formations sous-développées dans la division internationale du travail (place dans l'étalement du processus de

travail industriel et du procès de travail domestique au plan mondial, sans pour autant concourir à la mise en place chez eux d'une section de moyens de production par exemple).

Le capitalisme tente aujourd'hui de recréer les conditions de l'unité du procès de production et du procès de circulation en poussant la *délocalisation* du procès de travail industriel et du procès de travail domestique vers les formations sociales sous-développées sans pour autant toucher à l'hégémonie de quelques formations sociales (Etats-Unis et Canada, Europe de l'Ouest avec R.F.A. surtout, Japon) sur le *contrôle* de la reproduction de ces procès de travail du capital, bien au contraire. Il revient toujours à quelques formations sociales d'approvisionner le procès de travail industriel en moyens de production, moyens intermédiaires, tout comme d'approvisionner le procès de travail domestique en moyens de consommation. La compréhension de ce processus passe nécessairement par l'analyse du procès de production du point de vue de son contenu procès de travail.